



ABONNEMENTS

Un an Six mois
Suisse . . . Fr. 6.— Fr. 3.—
Union postale » 12.— » 6.—
Les abonnements étrangers se paient d'avance

Paraissant le Mercredi et le Samedi à La Chaux-de-Fonds
On s'abonne à tous les bureaux de poste

ANNONCES

suisse 20 ct., offres et demandes
de places 10 ct. la ligne,
étrangères 25 centimes la ligne
Les annonces se paient d'avance

Organe de la Chambre suisse de l'Horlogerie, des Chambres de commerce, des Bureaux de contrôle et des Syndicats professionnels

Les Consulats suisses à l'étranger reçoivent le journal

Bureau des Annonces : HAASENSTEIN & VOGLER, 51, rue Léopold Robert, LA CHAUX-DE-FONDS et succursales en Suisse et à l'étranger

Une forme qui se dessine de l'agriculture,
du commerce et de l'industrie.

I

Nous sommes sous le régime de l'individualisme industriel et commercial, tempéré par le syndicalisme, qui groupe les intérêts similaires et, sur le terrain économique, diminue l'acuité des luttes entre patrons et ouvriers, entre fournisseurs et acheteurs, par le moyen d'ententes et de conventions fixant les prix de la main d'œuvre, comme aussi ceux des produits manufacturés.

Dans le domaine des articles de première consommation, il serait désirable que, dans les circonstances tragiques que nous traversons, des mesures soient prises pour empêcher que des accapareurs ou de simples producteurs n'ayant nul souci du bien public, ne « profitent des circonstances » pour employer la formule consacrée et, sous prétexte de rareté des produits, augmentent leurs prix de vente en Suisse, après avoir trouvé le moyen de raréfier certains articles par leur exportation chez les belligérants, à la barbe de nos autorités.

A ce propos, on cite les bases d'une convention conclue entre l'Union suisse des sociétés coopératives de consommation et le secrétariat des paysans, représentant en la personne du Dr Laur, les fédérations laitières, les associations de fromagerie et d'épiciers.

Le but est d'éviter une crise économique à l'industrie du lait, tout en protégeant les consommateurs contre une hausse factice. Ce but, s'il est loyalement réalisé, est éminemment louable.

« Les Sociétés renoncent en principe à une hausse du prix du lait lors du renouvellement des contrats de livraison. Est réservé, en s'appuyant sur les prix payés pour le fromage d'été par l'Association coopérative des maisons suisses pour l'exportation du fromage, une compensation entre les différences de prix injustifiées existant actuellement.

Le prix du lait d'hiver employé pour la fromagerie sera fixé d'après le prix du fromage et au maximum à 17 centimes, plus le loyer de la fromagerie, dans les cas où le petit lait reste à l'acheteur, et à 16 centimes en cas contraire. Les litiges qui surgiraient dans l'établissement

des prix seront liquidés par un tribunal arbitral, composé d'un membre nommé par l'Association coopérative d'exportation et d'un membre nommé par la Fédération centrale des producteurs suisses de lait. Ces arbitres désignent le tiers arbitre. S'ils ne peuvent se mettre d'accord, le tiers arbitre sera nommé par le chef du département fédéral de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, et si ce dernier s'y refuse, par le président du tribunal suprême du canton où la fromagerie est située.

Le prix du lait pour la consommation sera adapté à celui du lait pour la fromagerie, en tenant compte des circonstances; il ne sera haussé en aucun cas. Là où une Fédération est compétente pour fixer le prix, celle-ci est liée par la présente disposition. En d'autres lieux, les Fédérations doivent faire leur possible pour la faire appliquer.

Les Fédérations s'engagent à accorder les plus larges concessions dans le prix du lait livré aux communes et aux commissions de secours pour distribution gratuite.

Les Fédérations intéressées des producteurs, des intermédiaires et des consommateurs organisés s'engagent à fixer pour chaque contrée un prix maximum pour la vente du lait au détail. Il sera tenu compte des circonstances locales, du débit régulier et de la manutention technique du lait. Ces prix seront communiqués aux autorités.

Les contractants s'efforceront d'obtenir une réduction des prix actuels des intermédiaires.

L'Union suisse des Sociétés de consommation et l'Union des épiciers, ainsi que tous les autres contractants qui vendent le fromage au détail, s'engagent à ne majorer le prix de gros payé par eux que de 20 francs au plus par 100 kilos pour les ventes par 5 kilos au minimum, et de 30 francs au plus par 100 kilos pour les ventes en plus petites quantités.

Les vendeurs de lait et de produits laitiers qui payent une ristourne sur les prix de détail peuvent tenir compte de cet élément dans l'établissement des prix.

Une fois le prix de gros réglé par cette convention, les acheteurs de lait (laiteries coopératives et laiteries privées) ont conclu entre eux l'accord suivant:

1) Le prix maximum pour les nouveaux achats de lait est fixé à:

Fr. 16.50 les 100 kilos pris à la laiterie, plus la location de cette dernière, petit lait à l'acheteur (à 15 fr. 50 si le petit lait reste au producteur).

Fr. 18.— les 100 kilos franco à destination.

2) Le prix au détail du lait livré franco destiné à la consommation comprendra une majoration maximale du prix de gros de

4 centimes par litre si le lait est livré à domicile ou devant la maison et de 3 centimes par litre s'il est débité au magasin.

Tous les chiffres indiqués sont des prix maxima, de sorte qu'ils peuvent être réduits suivant les circonstances, mais qu'ils ne peuvent nulle part être dépassés pour le lait destiné à être consommé frais. En outre, les prix actuels ne peuvent être majorés. Le consommateur obtient donc en beaucoup de localités une baisse, il est garanti contre la hausse et les effets du trust pour l'exportation du fromage. Les membres de l'Union des exportateurs sont, en effet, non seulement intéressés au bas prix du lait, mais sont encore indirectement partie dans la convention.

La question du lait ainsi réglée, reste celle de la viande.

On sait que le Dr Laur, agissant au nom des associations agricoles, a conclu avec l'administration militaire un contrat pour la fourniture du bétail de boucherie, important par les innovations qu'il apporte à cette fourniture. Tous les intermédiaires sont supprimés. Des commissaires agricoles choisiront parmi le bétail offert ce qui convient le mieux, de façon à sauvegarder l'existence de notre troupeau laitier et son renouvellement normal; il s'agit d'empêcher l'abattage irrationnel; le Conseil fédéral a soutenu cette tendance en interdisant l'abattage des veaux trop jeunes. Le contrat fixe un prix d'unité d'après le poids vif pour le bétail choisi et livré à l'armée par les commissaires. Ce prix est immédiatement payé au producteur sous déduction d'une commission destinée à couvrir les frais. Cette organisation est excellente et assure au producteur tout le prix payé par le consommateur — dans ce cas l'armée — sauf frais indispensables.

En revanche les prix fixés sont élevés et l'on peut craindre qu'ils ne fassent règle pour le civil comme pour le militaire. Aussi des négociations sont-elles en cours pour arriver — comme pour le lait — à une entente entre producteurs et consommateurs.

D'après *La Coopération*, il s'agirait d'une entente générale entre producteurs et consommateurs, suppression des intermédiaires, passage direct de la marchandise du producteur au consommateur sans frais inutiles, telle est la grande transformation que la guerre européenne a provo-

voquée dans quelques branches de l'alimentation nationale.

Ce ne serait pas un mal si cet état de chose se prolongeait après la guerre, à condition que les frontières soient ouvertes, afin que la situation des producteurs ne dégénère pas en monopole.

Ces mesures qui paraissent heureuses, sont-elles l'indice que notre agriculture s'oriente du côté de la coopération? C'est une question qu'il est permis de se poser et dont la réponse sera donnée quand, la guerre étant terminée, le cours normal des choses sera rétabli.

(A suivre).

Les finances suisses et la guerre

Sous les auspices de la Société bâloise de statistique et d'économie politique, M. le professeur Landmann, une autorité en matière financière, a fait une conférence très instructive sur « le marché de l'argent et la politique financière de la Suisse dans le troisième trimestre de 1914 », écrit-on de Bâle à la *Gazette de Lausanne* :

Il a constaté d'abord que, tandis que l'Allemagne, depuis la crise marocaine de 1911, s'était préparée méthodiquement à la mobilisation aussi bien financière que militaire, la Suisse, qui ne s'attendait pas à la guerre, a assisté à la faillite complète, dans les derniers jours de juillet et pendant le mois d'août, de son organisation de crédit. La cause principale en est la trop faible proportion des valeurs liquides de nos banques. La statistique de 1909 révèle que, pour 164 banques par actions, les valeurs aisément réalisables constituaient seulement le 36,40 % des engagements totaux et que ce pourcentage n'était que de 10,86 pour 49 banques coopératives. Le degré de « liquidité » des caisses d'épargne est surtout insuffisant, puisque, au 31 décembre 1909, 106 caisses d'épargne, représentant un total de 641 millions de francs de dépôts, ne disposaient que de 4 % de leurs engagements en valeurs facilement réalisables. Les statistiques montrent que la proportion entre les valeurs aisément réalisables et les engagements totaux des banques est beaucoup plus élevée en Allemagne et surtout en Angleterre. En Suisse, nous avons pâti du fait que nous n'avions aucun système de réserve destiné à concentrer l'or dans une banque centrale d'émission.

Revenant aux événements de la fin de juillet, le Dr Landmann a rappelé les conséquences de l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie : limitation des opérations d'escompte, ascension rapide des taux officiels et nombreux retraits de fonds opérés dans les banques et les caisses d'épargne. On peut évaluer à environ 60 ou 70 millions de francs la somme totale qui a été retirée alors par le public. Le meilleur moyen de remédier aux paniques financières et de faire renaître la confiance consiste à satisfaire au plus tôt et dans la plus grande mesure possible les exigences du public. C'est grâce à ce système que l'Allemagne a réussi à éviter une panique financière. Or, qu'a fait la Banque nationale? Un instant, on put croire qu'elle mettrait en pratique le sage principe consistant à jeter sur le marché tous les fonds nécessaires; mais elle ne tarda pas à publier sa fameuse circulaire par laquelle elle invitait les banques, sous une forme tout à fait inusitée, à limiter leurs paiements à des sommes minimales (200 francs sur les comptes-courants et 50 francs sur les dépôts de caisses d'épargne). De l'avis de M. Landmann, en agissant ainsi, la Banque nationale est non seulement sortie de ses attributions — car elle n'avait nullement le droit de décréter cette sorte de moratoire pour les dettes des banques — mais encore elle a pris une mesure extraordinairement sévère. En France, par exemple, bien que ce pays soit en état de guerre, le moratoire n'a pas déterminé pour les remboursements des instituts de crédit une somme fixe, sans tenir compte du capital déposé par chaque client, mais il a proportionné cette somme au montant de l'actif du déposant. Il est regrettable en outre que des exceptions n'aient pas été prévues pour le paiement des salaires. Par une seconde

circulaire, la Banque nationale a voulu contraindre les banques à lui remettre leur encaisse d'or par compte de virement. Ces mesures draconiennes étaient dictées par la situation très serrée des banques suisses et de la Banque nationale elle-même. En effet, non seulement sa réserve normale en billets était au début d'août très faible, mais elle ne possédait pas de formidables de billets en quantité suffisante. La provision des coupures de 5 et 20 francs notamment était si minime qu'il fallut recourir à l'émission de bons spéciaux et à la fabrication de billets de 40 francs.

Loin de diminuer la panique, toutes ces mesures ne firent que l'augmenter. Une détente ne survint que vers la fin d'août lorsqu'on décida d'élever de 40 % les crédits d'escompte. De fin août à fin septembre, la situation s'améliora sensiblement grâce au changement des cours, et la couverture métallique des billets de la Banque nationale passa de 49 à 53 %.

Le conférencier a reconnu que la Banque nationale s'est efforcée d'être à la hauteur de sa tâche et a fait tout ce qu'elle a pu pour être maîtresse d'une situation critique. Toutefois, si l'on avait étudié méthodiquement les mesures à prendre dans l'éventualité d'une guerre et si l'on s'était préparé à cette éventualité par des précautions utiles, la panique n'aurait pas eu le degré d'intensité qu'elle a malheureusement eue.

« Il y a plusieurs leçons à tirer des récents événements », a dit en terminant M. Landmann. D'abord, il en ressort qu'il faut remédier à l'insuffisance des moyens liquides dont disposent nos banques, et la loi en préparation sur les banques offrira l'occasion d'opérer cette réforme. En outre, on a pu constater que l'efficacité des mesures prises pour obvier à la crise dépendait de l'encaisse métallique et de la réserve de papier-monnaie de l'institut central d'émission. En conséquence, même après le retour de circonstances normales, il ne faudra pas retirer de la circulation les coupures de 20 francs, afin que les provisions en or soient aussi abondantes que possible. Mais, comme cette condition risque d'être fort onéreuse pour la Banque nationale, celle-ci devra être délivrée du spectre du déficit, autrement dit les indemnités payées aux cantons ne devront plus être envisagées comme une obligation de la Banque. La tâche qui s'impose maintenant consiste à réformer l'organisation de la Banque nationale pour éviter le retour des fâcheux incidents qui sont encore dans toutes les mémoires. »

L'exposé très objectif et très documenté de M. Landmann a été suivi d'une intéressante discussion, présidée par M. le conseiller d'Etat Mangold. Un orateur a notamment pris la défense de la Banque nationale, qui a eu à lutter contre d'innombrables difficultés, ce que tout le monde reconnaît volontiers d'ailleurs. On a relevé aussi que si nous avons été pris au dépourvu pour organiser notre « mobilisation financière », c'est que notre diplomatie ne pouvait être aussi bien renseignée que l'Allemagne sur l'imminence du danger qui menaçait l'Europe.

Mauvaise nouvelle

Les négociants en chaussures de la Suisse viennent de recevoir la circulaire suivante de leurs fournisseurs :

« L'extension constante du théâtre de la guerre entraîne une rareté des matières premières et par suite une augmentation de leurs prix, de telle façon que les fabricants ne sont même plus en état de trouver les matières premières nécessaires. »

« Par conséquent nous nous voyons obligés d'augmenter dès aujourd'hui de 10 pour cent tous nos articles hiver et été. »

Les bons municipaux de Paris

Un décret autorise la ville de Paris à émettre pour cent vingt millions de bons municipaux. Ces bons, de cinq cents et de mille francs auront la durée d'un an. L'intérêt effectif n'excédera pas 6 %.

Le commerce en Autriche-Hongrie

D'après la statistique du ministre du commerce, le commerce extérieur de l'Autriche-Hongrie pendant le mois de septembre accuse à l'importation 111.400.000 couronnes, à l'exportation, 61.800.000 couronnes, soit respectivement 150 1/2 millions et 180 1/2 millions de couronnes de moins que l'année dernière pendant la période correspondante.

De janvier à septembre non compris, les importations ont atteint 2.357.200.000 couronnes et les exportations 1.661.700.000 couronnes. Le déficit respectif est de 120.700.000 et 330.500.000 couronne sur l'année précédente.

La guerre et l'industrie américaine

Il n'y a pas de doute que les Etats belligérants n'adressent, dans différentes branches de l'industrie américaine, des commandes de plus en plus fortes : chaussures, sous-vêtements, étoffes pour uniformes, automobiles et camions automobiles, ce sont là les principaux articles qui bénéficient de l'état de guerre. L'exportation du charbon dans les pays de l'Amérique du Sud augmente également. Avec la continuation de la guerre, les commandes faites par les belligérants (et le Canada doit être rangé parmi eux) deviendront forcément, et toujours davantage, un facteur dans la situation industrielle de l'Europe.

Les moratoires

France.

Le *Journal officiel de la République française* du 28 octobre 1914 publie le décret suivant relatif à la prorogation des échéances et aux retraits des dépôts espèces, du 27 octobre 1914 :

Art. 1^{er}. Les délais accordés par l'article 1^{er} du décret du 29 août 1914 et prorogés par l'article 1^{er} du décret du 27 septembre 1914 sont prorogés pour une nouvelle période de soixante jours francs.

Le bénéfice de ce nouveau délai s'applique aux valeurs négociables qui viendront à échéance avant le 1^{er} janvier 1915, à la condition qu'elles aient été souscrites antérieurement au 4 août 1914.

La prorogation prévue par le présent article n'est accordée aux débiteurs qui ne sont ni présents sous les drapeaux, ni domiciliés dans les portions de territoire envahies à déterminer par décrets rendus sur la proposition des ministres de la justice, de l'intérieur, des finances, du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, que sous réserve des dispositions de l'article 2 ci-après.

Art. 2. Jusqu'à l'expiration du délai prévu au précédent article, l'application des articles 161 à 172 inclusivement du code de commerce demeurera suspendue en ce qui concerne les valeurs négociables qui bénéficient de la prorogation.

Toutefois, pendant les trente derniers jours de ce délai, et à titre transitoire, le porteur de l'effet prorogé pourra en réclamer le paiement, pour tout ou partie, au débiteur principal.

Le défaut de paiement à présentation sera constaté, s'il y a lieu, par lettre recommandée avec avis de réception. Quinze jours francs après la date de l'avis de réception, l'action pourra être exercée sans protêt préalable, mais seulement avec la permission du président du tribunal civil, qui statuera sans frais, après avis adressé au débiteur par les soins du greffier. Cet avis sera notifié par lettre recommandée avec avis de réception.

Art. 3. Il est accordé pour le paiement des fournitures de marchandises visées à l'article 2 du décret du 29 août 1914 et des sommes visées à l'article 3 du même décret un nouveau délai de soixante jours francs.

Toutefois, à l'égard des débiteurs qui ne sont ni présents sous les drapeaux, ni domiciliés dans les portions de territoire envahies à déterminer comme il est dit à l'article 1^{er} du présent décret, une action en paiement pourra être intentée pendant les trente derniers jours de ce délai, mais seulement avec permission du président du tribunal civil, qui statuera dans les conditions et formes spécifiées à l'article 2.

Art. 4. Le délai pour la réalisation des ouvertures de crédit consenties antérieurement au

4 août 1914 qui a été accordé par l'article 2 du décret du 29 août 1914, et prorogé par l'article 1^{er} du décret du 27 septembre 1914, est prorogé jusqu'à une date qui sera fixée après la cessation des hostilités.

Art. 5. Les délais accordés par l'article 4 du décret du 29 août 1914 et par l'article 1^{er} du décret du 27 septembre 1914 pour la délivrance des dépôts, espèces et soldes créditeurs dans les banques, les établissements de crédits ou de dépôts, sont prorogés jusque et y compris 31 décembre.

Le maximum assigné aux retraits prévus par le deuxième alinéa de l'article 4 du décret du 29 août 1914, est porté à 1000 fr. et à 40% du surplus pendant le mois de novembre 1914. Ce même maximum sera élevé, pendant le mois de décembre 1914, à 1000 fr. et à 50% du surplus.

Le maximum déterminé par le dernier alinéa de l'article 4 du décret précité et par l'article 2 du décret du 27 septembre 1914 est porté, pour le mois de décembre, à 75% du solde du compte.

Art. 6. Sont maintenues toutes les dispositions des décrets des 29 août et 27 septembre 1914 qui ne sont pas contraires au présent décret.

Art. 7. Les dispositions du présent décret sont applicables à l'Algérie et à la Tunisie.

Allemagne.

Decret relatif à l'échéance d'effets de commerce créés à l'étranger, du 22 octobre 1914.

Le Conseil fédéral allemand, se basant sur l'art. 3 de la loi du 4 août 1914, concernant les mesures économiques, etc., décrète que les échéances d'effets de commerce, dont l'échéance est prorogée de trois mois par décret du 10 août 1914, sont prolongées de nouveau de trois mois. L'augmentation de la somme de l'effet, de 6% d'intérêts l'an, prévue pour trois mois, est remplacée par un intérêt pour six mois.

L'arrêté du 7 août 1914, visant les créances provenant de l'étranger, est maintenu jusqu'au 31 janvier 1915.

Danemark.

Le Reichstag a accepté en date du 8 octobre

dernier un décret sur la prolongation du moratoire jusqu'au 15 janvier 1915.

Précautions bulgares

Le Sobranié a adopté un projet de loi prolongeant le moratoire jusqu'au 7 février 1915.

Le gouvernement a pris une ordonnance interdisant l'exportation des grains, de la farine, des pommes de terre, du bétail, du fourrage, des matières textiles, des combustibles, des peaux brutes et travaillées, des denrées alimentaires, des médicaments, du matériel sanitaire et des moyens de locomotion.

Le mark allemand

On mande de Copenhague au *Standard* qu'en raison de l'impossibilité où se trouve l'Allemagne de se livrer à l'exportation et des gros achats que doivent faire les pays scandinaves, la valeur du mark, dans ces pays, est tombée à 85 couronnes pour cent marks, soit une diminution de sept pour cent vingt-cinq.

Budgets de misère

C'est aussi le moment où les cantons établissent leurs budgets. Partout le spectre du déficit apparaît, plus sombre encore que ces années dernières. Qu'on en juge par la simple liste des déficits que prévoient les budgets des cantons suivants :

Zurich	fr. 1.914.955
Berne	» 5.000.000
St-Gall	» 1.860.000
Vaud	» 2.507.706
Fribourg	» 727.161
Neuchâtel	» 759.152

Banque nationale suisse

Les taux de la Banque nationale suisse restent sans changement. Escompte 5%, avances sur titres 5 1/2%.

Nouvelles diverses

Taux d'escompte. — Un décret du ministre des finances italiens réduit le taux normal de l'escompte à 5 1/2% à partir du 9 novembre.

La Médaille de l'Exposition. — On se souvient que le premier concours, dit la *Tribune de Lausanne*, ouvert pour la présentation d'un projet de médaille, n'avait pas donné de résultat, le Jury ayant refusé toutes les épreuves présentées. Or on apprend que le second concours vient d'avoir le même résultat négatif et que le Jury a chargé MM. Frey, à Bâle, Gallet, à Genève, et Taglia, à Lugano, de leur fournir jusqu'au 31 décembre prochain un troisième projet. Espérons que cette fois, on arrivera à chef.

Exemple à suivre. — Malgré la situation peu favorable, les impôts rentrent cette année plus rapidement que les années précédentes. Il ne resterait plus que cent mille francs à faire rentrer à Lucerne.

Transport des marchandises par chemins de fer en France. — Un arrêté du ministre de la guerre en date du 1^{er} novembre (Journal officiel du 3 novembre), prescrit que les réseaux de chemins de fer n'encourent aucune responsabilité du fait de la durée des transports commerciaux autorisés. Ils ne sont responsables que des pertes et avaries résultant d'une faute lourde de leurs agents, dont ils ne pourraient rattacher la cause à l'état de guerre. Toutefois, cette responsabilité ne s'étend pas aux avaries et aux déchets qui, en raison de la nature de la marchandise, sont la conséquence de la durée du transport.

BRACELETS à anses

14 lignes, nickel et acier

Numa Jeannin
Fleurier 3838

G. Kung-Champod & Cie

Rue du Grenier 32 - La Chaux-de-Fonds - Rue du Grenier 32

Montres or pour Dames
depuis 9 à 14 lig.

Bracelets - Montres et
pendantifs fantaisies
or, argent, plaqué



Dernière création
en boîtes et décors

Livraison prompte
Prix très modérés

BANQUE FÉDÉRALE

(SOCIÉTÉ ANONYME)

LA CHAUX-DE-FONDS

Sièges : BALE, BERNE, LA CHAUX-DE-FONDS, GENÈVE, LAUSANNE,
ST-GALL, VEVEY, ZURICH.

Capital social : 36.000.000


Réserves : fr. 8.500.000

Garde de Dépôts cachetés

Caisse d'argenterie, objets précieux, etc.

Installations de toute sécurité

Cabines isolées pour le détachement des coupons



**Fabrique d'Horlogerie
de Fontainemelon**
Fondée en 1823

Ebauches - Finissages - Sertissages

3720 Qualités soignées et courantes H 63 N

Genres : Clef, Bascule, Remontoir

Mouvements hauts, mi-plats et extra-plats

Calibres classiques, modernes et spéciaux

RISQUE DE GUERRE
pour envois d'Horlogerie et Bijouterie
et pour Maisons de Banque.

"THE MARINE"

Cie. anglaise d'assurance-transports

H 22495C

Fondée en 1836, à Londres

3788

S'adresser à MM. **L.-A. BESSE & FILS**

Agence générale à Chaux-de-Fonds. Téléphone 5.38

ou à MM. Teuscher & Artigue, Direction pour la Suisse, à Neuchâtel

Société des Fabriques de Spiraux réunies

Genève - Bienne - Fleurier

Spiraux „Premier“ pour montres-bracelets.
Spiraux premières qualités pour Observatoires.
Spiraux durcis et mous pour grandes fabriques.

SPÉCIALITÉS :

Spiraux trempés Breguet - Spiraux Palladium.
Spiraux compensateurs du Dr Guillaume.

Bureaux: Serre 15, à La Chaux-de-Fonds.

Diplôme d'honneur: Exposition Universelle de Bruxelles 1910.

Fabrique suisse de Balanciers La Sagne

Correction de l'erreur secondaire
de compensation des Chronomètres
Marine, Bord et Poche
pr l'emploi du Balancier compensateur
du Dr Guillaume.

Balanciers compensés et façon pour grandes fabriques.

La Banque Nationale Suisse

achète en détail jusqu'à nouvel avis les monnaies
étrangères **or**, aux prix suivants: 3837

Pièces de 20 marcs (10 M. à fr. 12.25)	à fr. 24,50
» » 1 souverain	» » 25,17
» » 1/2 »	» » 12,57
Dollars américains (par dollar)	» » 5,10
Florins hollandais (par 10 florins)	» » 20,50
Couronnes autrichiennes (par 20 cour.)	» » 20,50
Russes (par rouble)	» » 2,50

Société d'Horlogerie de Maiche (Doubs)

Capital 250.000 francs

Nous avons l'honneur d'informer les Fabriques
et Messieurs les Fabricants d'Horlogerie, que nous
sommes en mesure de fournir rapidement tous genres
d'échappements cylindre depuis 10 1/2 lignes à 24
lignes, ainsi que les échappements ancre depuis 15 à
24 lignes. 3828

Nous livrons également axes, tiges, pignons pi-
votés finis pour ancre, balanciers ancre et cylindre
de toutes grandeurs; installation spéciale pour
grandes séries et l'interchangeabilité parfaite.

H 22577 C

H. ROTSCHI, Directeur.

A vendre d'occasion

44 cartons montres argent, cuv. métal gal-
lonné, 17 1/2 lig. à vue, 8 Rubis, genre Suède.
12 cartons montres argent, cuv. métal gal-
lonné 14 lig. façon vue, 2 Rubis, genre Suède.
48 cartons montres argent, cuv. argent, sa-
vonnettes façon vue, 11 lig., sans pierres.
— Prix très bas. —

Adresser offres sous chiffres H 15609 C. à Haenstein
& Vogler, La Chaux-de-Fonds. 3839

Employé

sérieux et de toute confiance
parlant français, anglais et
allemand, pouvant travailler
dans la montre simple ou
compliquée, cherche place
comme vendeur ou rhabilleur,
entreprendrait aussi voyages.
Certificats à disposition.

Ecrire s. chiffres H 22603 C
à Haenstein & Vogler,
La Chaux-de-Fonds. 3836

Locaux

à l'usage d'atelier avec bu-
reau ou appartement 3835

sont à louer

pour le 30 avril 1915. S'adres-
ser à la fabr. Nat. de Spi-
raux, Parc 12, Chaux-de-Fonds.

Rhabillages de Boîtes

en tous genres 3825
Paul Piguet, Parc 1, Chx-de-Fds.

PIGNONS Décolletages

Pignons tous genres.
Pivotages. 3826

Décolletages de précision
sont livrés rapidement

par Rodé-Stucky,
80, Rue St-Jean, Genève.

Leçons écrites de comp-
tabil. améric. Succès garanti.
Prospectus grat. H. Friach,
expert compt., Zurich F 21.

Spécialité ROSKOPF soignées

C. Meyer-Graber

LA CHAUX-DE-FONDS

Seul propriétaire
3655 de la marque
W.ROSSKOPF & Co



Terminages

Bon termineur de la place
entreprendrait terminages pe-
tites pièces cylindres depuis
9 lig. Spécialité genre améri-
que. On fournirait le mouve-
ment si on le désire. Bas prix.

Ecrire sous chiffres H 22590 C
à Haenstein & Vogler, La Chaux-
de-Fonds. 3834

Montres

A vendre à prix avantageux,
montres bracelets à anses et
à plots arg. et plaq. or, 5 ans.
Anglaises et autres genres;
bracelets tonneaux arg. email;
lépine arg. et gal. lent.; mouv.
terminés tous genres prêts à
mettre en boîtes, grandeur 9 3/4
à 11 lig. ancrés 15 R. sp. pl.
mouv. Robert. Adresser les
offres s. chiff. H 6334 J à Ha-
enstein & Vogler, St-Imier. 3833

Terrasse Watch Co

H 22499 C

Fabrique d'Horlogerie

3801

LE LOCLE (Suisse)

Bracelets 13 lig. ancre

Calottes rondes et forme Tonneau
avec et sans cadrans lumineux

Qualité garantie. H 22499 C Prix avantageux

Atelier de posages de spiraux et réglages de précision

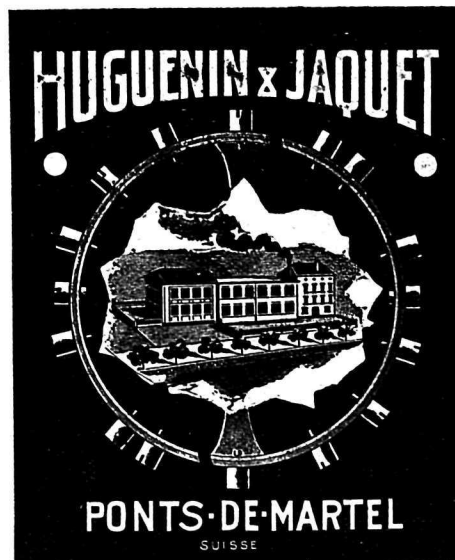
A. NOTZ ex-prof. à l'Ecole d'Horlogerie
succ. de J.-A. Perret

Parc, 9^{ter} — La Chaux-de-Fonds — Parc, 9^{ter}

Posages de spiraux plats et coudés, dep. 3 lignes. — Posages de spiraux cylindriques.
— Réglages pour bulletins des Bureaux d'observations des Observatoires de Neuchâtel,
Genève, Besançon, Kew. H 20046 C
Repasages et terminages de pièces soignées, simples et compliquées. — Spécialement
organisé pour posages et réglages en série.

N.B. — Nos posages sont garantis avec courbe terminale exacte.

Brucelles, outils perfectionnés pour la retouche et le posage. — Machines
à régler et rondelles or et métal toutes grandeurs et épaisseurs. 3675



Fabrique

de H 20022 C

Balanciers compensés

120 ouvriers 1492

Téléphone

Téléphone

Fabrique d'horlogerie compliquée

Walter Meylan, 4, Jacob Brandt, Chaux-de-Fonds

Répétitions à quarts et minutes syst. à tirages et poussoirs
silencieux. - Chronographes, carillons, quantièmes, automates. - Nou-
veautés: Répétitions quarts et minutes 17 lig. extra plates. 3120
«Concerto» déposé. Téléphone 713. Rhabillages. H 20009 C